



Dégel du point d'indice... rien n'y est à ce stade.

La ministre de la transformation et de la fonction publiques a annoncé lundi 14 mars par voie de presse le dégel du point d'indice d'ici l'été.

Malgré un préavis de grève sur ce sujet salarial, préavis qui l'obligeait à négocier, c'est uniquement en réponse à l'interpellation des organisations syndicales lors d'une réunion vendredi qu'Amélie de Montchalin les a clairement informées.

Si le caractère électoraliste de l'annonce faisait peu de doute, les quelques propos tenus vendredi ont montré une nouvelle fois à quel point la situation des agent-es publics est méprisée.

La ministre a ainsi indiqué que de négociations avec les organisations syndicales, il n'y aurait pas. Les seules discussions se feront avec les employeurs.

Elle a par ailleurs confirmé que rien n'interviendrait avant l'été pour des "raisons budgétaires".

Exit donc toute négociation avec les organisations syndicales pourtant porteuses de nombreuses propositions sur le sujet.

Pour Solidaires FP, compte tenu des pertes accumulées, l'augmentation attendue depuis de trop nombreuses années doit être plus que conséquente. 20% de pertes cumulées depuis 10 ans, couplées à une inflation galopante ces derniers mois... tout cela ne peut plus durer. L'État doit être un employeur comme les autres et doit répondre à la problématique salariale.

Exit également l'urgence salariale que connaissent les agent-es publics qui n'ont connu aucune revalorisation durant les 5 années de ce quinquennat. Et quasi rien dans le quinquennat précédent.

Pour Solidaires ce n'est pas à l'été qu'il faut agir mais immédiatement. Dégeler le point d'indice et attribuer à toutes et tous un nombre de points d'indice identique afin de réduire nettement les inégalités.

C'est d'un bien grand mépris encore que le gouvernement fait preuve quand il indique encore qu'il faudra comparer avec l'inflation pour voir ce qui sera gracieusement octroyé aux agent-es publics...

La ministre n'a en revanche pas oublié d'indiquer qu'une négociation sera ouverte autour de la remise à plat de la structure de la rémunération. Et qui sera une nouvelle attaque contre le statut et les garanties des agent-es publics.

Donner l'espoir de miettes d'une main pour mieux reprendre et casser de l'autre, telle est l'action de ce gouvernement en fin de quinquennat.

Solidaires s'opposera à tout recul et toute casse des droits et garanties des agent-es et continuera d'exiger une véritable réponse à l'urgence salariale.